

Concours :

2ème concours

Epreuve :

Cas pratique sur un sujet de droit civil et procédure civile

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Question 1 : les caractéristiques du PACS

Le pacte civil de solidarité (PACS) est défini par l'article 515-1 du code civil comme le contrat conclu par deux personnes physiques majeures, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune.

Il se différencie du mariage et du concubinage.

Il ne peut être conclu en raison de certains empêchements (art 515-2 civ), identiques à ceux du mariage, et si l'un des deux partenaires est déjà marié ou pacsé. (nullité d'ordre public).

Depuis 2017

Selon l'article 515-3 du civ, le PACS fait l'objet d'une déclaration conjointe devant l'officier d'état civil de la commune dans laquelle les partenaires fixent leur résidence commune ou le usaire du momentané de la convention peut recueillir cette déclaration conjointe. Le PACS suppose donc l'établissement d'une convention recueillie à l'officier d'état civil ou au notaire, à charge pour ces derniers de procéder aux formalités de publication (art 515-3-1 civ notamment la mention en marge de l'état civil (acte de naissance) des partenaires).

Le PACS produit effet à l'égard des parties et compte de l'enregistrement, il n'est opposable aux tiers qui s'exceptent de l'enregistrement des jugements.

N°

1/1

de publicité (S15-3-1 d12 civ).

Par le PACS, les partenaires s'engagent à une communauté de vie, une aide matérielle et matérielle réciproque, par principe et hauteur de leurs facultés respectives! (art de S15-4 civ)

Le PACS instaure une solidarité des dettes à l'égard des tiers pour les dettes contractées par l'un d'eux pour les besoins de la vie courante sauf dépenses manifestement excessives, les achats d'immobiliers et emprunts non modestes. (art S15-4 civ)

Sauf convention contraire, chaque partenaire conserve l'administration, la jouissance et la libre disposition de ses biens personnels et chacun reste seul tenu des dettes personnelles contractées pendant le PACS.

A défaut de la preuve de la propriété exclusive, le bien est considéré comme indivis (présomption d'indivision). (art S15-5 civ)

Il est possible d'opter pour une indivision lors de la signature de la convention de PACS (art S15-5-1 civ)

L'article S15-5-3 civ définit les pouvoirs de chacun pour l'administration des biens indivis.

Enfin pour l'article S15-7 civ, le PACS se dissout par le mort de l'un des partenaires ou par le mariage de l'un, ou par déclaration conjointe ou décision unilatérale. Par un parallélisme de procédures, la dissolution doit être enregistrée et faire l'objet d'une publication au l'acte de naissance des partenaires. Les effets de la dissolution prennent date au jour de l'enregistrement pour les partenaires et au jour de l'accomplissement des formalités de publicité pour les tiers.

Les partenaires doivent procéder eux-mêmes à la liquidation des droits et obligations résultant du PACS. A défaut d'accord, le juge statue sur les conséquences patrimoniales de la

réprouve sans préjudice du dommage éventuellement subi.

Question 2 :

Monsieur B a effectué ses frais de travaux au sein d'un bien immobilier appartenant exclusivement à Madame D.

Une première partie des travaux s'est bien eue entre 2011 et 2014 alors que Madame D et Monsieur B vivaient maritalement. (Préciser)

Le PACS a été conclu le 17 mai 2011 et dissout le 18 mai 2015.

Monsieur B a continué d'effectuer des travaux entre 2015 et 2016 notamment d'habitat.

La question est de savoir si Monsieur B peut demander le paiement des sommes engagées pour un montant de 20 933,04 € à Madame D pour les améliorations apportées à l'immobilier.

La réponse à cette question dépendra en fonction des travaux et de la période où les travaux ont été effectués et savoir pendant ou hors du PACS.

S'agissant des sommes engagées pendant le PACS, selon l'article 515-1, du Code civil, les partenaires du PACS s'engagent à une aide matérielle et une assistance légitime, sauf convention contraire à l'égard de leurs facultés respectives.

En l'espèce le montant des travaux ne permet pas d'analyser dans ce cadre car Monsieur B n'a pas également payé d'autres contributions aux charges du couple malgré sa situation précaire.

Selon l'article 515-7 Cciv c'est aux partenaires de régler la liquidation des droits et obligations résultant pour eux du PACS. A défaut d'accord le juge statue sur les conséquences patrimoniales de la rupture. En l'espèce, Monsieur et

Madame ne peut pas d'accord. Une issue judiciaire semble donc se dériver. ④

Selon le même article les créances d'un partenaire ou l'autre sont évaluées selon les règles de l'article 1469 c.c.v. Cet article traite des récompenses dues dans le cadre du mariage.

④ Selon l'article 1213-3 du code de l'organisation judiciaire, dans chaque tribunal judiciaire, le juge aux affaires familiales connaît 2° de la liquidation et du partage des intérêts patrimoniaux des personnes liées par un pacte.

S'agissant de ces dépenses à priori, l'action devrait donc être de la compétence matérielle du juge aux affaires familiales du Tribunal judiciaire. En effet, c'est lui qui est appelé à connaître de cette matière.

De plus Madame résidant à Bordeaux, la compétence territoriale sera celle du tribunal judiciaire de Bordeaux. (article 42 CPC)

Monsieur B pourra donc demander récompenses de sommes engagées dans le cadre du PACS devant le juge aux affaires familiales du tribunal judiciaire de Bordeaux.

S'agissant des sommes engagées lors du PACS le régime de la récompense ne peut plus être appliqué.

Il peut tout au plus être envisagé une obligation de Madame D à l'endroit de Monsieur B sur la base d'un quasi-contrat défini à l'article 1300 du code civil.

Les quasi-contrats sont au nombre de trois, le gestion d'affaire (1301 c.c.v), le paiement de l'indu (1302 c.c.v), et l'enrichissement injustifié. En l'espèce Monsieur B n'a pas voulu d'un enrichissement en accomplissant les

Concours : 2^{ème} concours

Epreuve : Cas pratique sur les sujets de droit civil et procédure civile

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



travaux de sorte que le paiement de l'indu doit être exigé.

Selon l'article 1301-5 du code civil, l'obligation ou la base de l'enrichissement est justifiée (action de in rem verso) est subsidiaire à celle de la gestion d'affaires.

La gestion d'affaire s'entend comme tel (art 1301-1). Elle peut sans y être tenu, gérer sciemment et utilement l'affaire d'autrui. L'indemnité ou sans opposition du maître de cette affaire, est prévue dans l'interprétation de cette jurisprudence et matériellement de sa gestion, de toutes les obligations du mandataire.

En l'espèce, il s'agit d'un travail par M. Moussem B. de réparation de ces travaux, l'indemnité s'entend exclusivement Madame D. et elle ne peut pas en outre s'au obligation de contribution car les P.A.S. de toute provenance.

En outre, il a bien fait sciemment et utilement. Il n'avait le bien spontané à Madame D. et les travaux effectués sur la période concernée étaient des travaux d'entretien et d'habilitation.

Madame D. ne s'y est pas opposé.

Selon l'article 1301-2 du code civil, le maître de l'affaire doit rembourser au gérant les dépenses faites dans son intérêt et l'indemnité des dommages qu'il a subis en raison de sa gestion. Avec intérêt au jour du paiement.

En l'espèce Madame D ne peut rien que la trouva lui ait profité en lui permettant d'amener la conservation ou l'amélioration de l'habitabilité du bien lui appartenant exclusivement.

Subsidiairement et dans l'hypothèse où la gestion d'affaire ne serait pas retenue Monsieur B pourrait agir sur le fondement de l'enrichissement injustifié (1303 civ).

Sur ces actions, la juridiction matériellement compétente serait le tribunal judiciaire répressant d'une action portant sur un montant déterminé et intervenant en matière de responsabilité pour délictuelle. Il s'agit du tribunal judiciaire de Bordeaux, lieu du principal établissement de Madame D. (art 42 et 43 CPC).

Question 3 :

Quels sont les moyens de preuve et de quel type Madame D pourrait faire valoir ?

S'agissant des moyens de preuve, Madame D peut invoquer une fin de non-recevoir (art 122 CPC) tendant à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande sur le fondement de la prescription.

En effet s'agissant d'une action relevant de la prescription de droit commun de 5 ans.

En effet pour l'action sur des dépenses hors PACS (avant et après ce dernier), même si le PACS rend inopposable le délai entre partenaires (article 2236 civ) le délai

semble s'appliquer pour les dépenses antérieures au 8 septembre 2015. Seules les dépenses engagées entre le 8 septembre 2015 et ce jour pourient faire l'objet d'une action.

En effet les autres sont sous le coup d'une prescription extinctive (art 2219 civ)

N°

6.8.

Cela engendre de graves conséquences car cela veut prescrire une partie de l'action sur le fondement de la prescription d'offices.

Or l'article 1303-3 CCiv proscrit le recours à l'action sur le fondement de l'extinction de l'obligation si cette action n'est devenue la seule action possible en raison de la prescription d'une autre action.

Madame D devra veiller à soulever cette fin de non recevoir dès l'acte de la mise en état de la cause.

Cet argument peut être utilisé tant devant le juge aux affaires familiales (toutes les dépenses sont alors couvertes) que devant le juge de fond.

Madame D pourrait également invoquer une exception de procédure tirée de la compétence des demands devant le juge aux affaires familiales et le juge de fond (art 73 CPC et 101 CPC).

Cette exception peut être soulevée en tout état de cause sauf intention d'abandon (103 CCiv).

S'agissant des moyens de fond, Madame D pourra s'attacher à faire réduire le montant de la récompense due si la prescription n'est pas retenue. En effet, selon l'article 1469 du code civil, le montant de la récompense due est constituée de la plus faible des deux sommes représentant la dépense faite au profit subsistant. Elle peut pas être moindre que la dépense faite si elle était nécessaire.

Si la jurisprudence établit que les dépenses nécessaires à l'habilitation d'un immeuble sont des dépenses nécessaires. Civ 1^{ère} 25 janv 2000.

Les dépenses d'entretien et de réparation engagées jusqu'à la dissolution du PACS peuvent donc être considérées comme nécessaires.

Madame D pourra même se faire la preuve que les dépenses engagées allaient bien au-delà des dépenses nécessaires afin de faire

qualifier les dépenses en dépenses d'amélioration ou de conservation. L'appréciation du profit substantiel se fait au jour du règlement de la récompense et appartient lui.

Monsieur B ne peut pas non plus se prévaloir du montant de son industrie personnelle pour s'opposer à la réhabilitation des travaux (Civ 1^{ère} 26 oct 2011).

S'opposent des dépenses effectuées hors pays, Madame D pourrait également faire valoir le bénéfice retiré par Monsieur B de la jouissance du bien. du la base de l'article 1301-4 du code civil.